embargo:

4 juin 1998, 18.00 h

Discours de Jacques Delors

50 ans Deutsch-Französisches Institut

4 juin 1998, Ludwigsburg

Le partenariat franco-allemand et ses nouvelles tâches

Monsieur le Président de la République, M. Herzog

Monsieur le Maire,

Monsieur l'Ambassadeur, cher M. Scheer

Monsieur le Consul Général,

Excellences,

Mesdames, Messieurs,

Nous sommes réunis aujourd'hui pour fêter le 50è anniversaire de l'Institut Franco-allemand de Ludwigsburg qui a consacré une grande partie de ses travaux à l'observation et à l'entretien des relations franco-allemandes. Il importe de noter que l'Institut existait bien avant le fameux Traité de l'Elysée de 1963, ce Traité de la réconciliation, qui a conforté les efforts de nombreux allemands et français à construire une amitié durable et une coopération efficace. L'Institut s'est donc toujours placé en avant-garde de ceux qui militaient pour une meilleure compréhension de l'autre. Il a accompagné les hauts et les bas de cette relation franco-

allemande, dont le caractère et le dégré d'institutionnalisation sont devenus, au fil des années, uniques et exceptionnels dans le monde. Et aujourd'hui, pour son colloque, au lieu de commémorer ses grandes mérites, l'Institut a choisi une question qui nous invite à tourner notre regard vers le futur: quel partenariat franco-allemand pour demain? Quelles nouvelles tâches pour les relations franco-allemandes?

Pour ceux qui considèrent depuis toujours et inlassablement que tout va bien dans les relations franco-allemandes, ces questions peuvent, en effet, paraître inopportunes ou provocantes. Mais je vous dis d'emblée que je ne fais pas partie de ceux qui, comme dans la chanson "Madame la Marquise", affirment que tout va très bien, et nourrissent ainsi la bonne conscience des uns et la paresse intellectuelle des autres. Pour moi, la question sur l'avenir des relations franco-allemandes demeure d'une brûlante actualité. Et ceci non seulement parce qu'il nous faut, plus que dans le passé et face à une agenda européen très chargé et très difficile, relancer le moteur franco-allemand pour que nous soyons à même de trouver les bonnes solutions aux épineux problèmes de l'approfondissement et de l'élargissement. Mais surtout, je veux rappeler avec solennité que les relations franco-allemandes constituent une valeur en soi, irremplaçable pour chacun de nos peuples.

Joseph Rovan a dit qu'en matière de relations germano-françaises, une succession de crises surmontées débouche sur un palier supérieur d'entente. Or, c'est ce palier que nous devons dessiner après les changements - et parfois les crises - que nous ont apportées les années 90, et qui n'ont pas été neutres pour les relations franco-allemandes. La réunification allemande a, dans une certaine mesure, modifié la donne classique du franco-allemand, alors que parallèlement, le processus d'intégration européenne, et notamment l'achèvement de l'euro, accroissait l'interpénétration réciproque de nos politiques. Ces deux événements rendent nécessaire un saut qualitatif dans nos rapports, et celui-ci se mesure notamment à une seule

question: pouvons-nous nous entendre sur une vision politique commune? Une vision commune à la fois pour le modèle de société, mais aussi pour ce que devrait être l'Europe de demain? Si nous ne trouvons pas de réponse ensemble, le risque et grand que la construction européenne aille de stagnation en crise et que se creuse un fossé d'incompréhension entre l'Allemagne et la France.

I. L'amitié franco-allemande est une valeur en soi: un bilan positif

Le saut qualitatif est bien engagé, puisque beaucoup a été fait ces dernières cinquante années. L'amitié franco-allemande est riche de souvenirs et de gestes à la fois importants et symboliques qui caractérisent la nature exceptionnelle du rapport entre nos deux pays: le Président Mitterrand qui parle devant le Bundestag allemand en 1983 sur la politique de sécurité, discours qui rend évident pour chacun que notre sécurité est un souci partagé et qui entraîne, côté français, un changement dans la conception du "sanctuaire nucléaire"; Kohl et Mitterrand, main dans la main, en 1984, au cimetière des soldats à Verdun, ciment pour les fossés de guerre; le Chancelier Kohl qui intervient dans la campagne française à l'occasion du référendum sur Maastricht ou encore le discours de Mitterrand à Berlin, 50 ans après la fin de la deuxième guerre mondiale: tant de moments où la France et l'Allemagne n'ont pas seulement coopéré ensemble, mais où le fait d'avoir agi ensemble a changé profondément la perception de l'autre. Tant de moments, où la France et l'Allemagne se sont compris l'une et l'autre dans la dimension historique qui leur est propre, qui les lie et qui les rend solidaires.

Les relations franco-allemandes ont une valeur en soi, puisque l'engagement et l'énergie intense des deux pays en faveur de l'Europe n'aurait pas pu se faire sans ce tissu d'échanges et d'amitiés qui a été créé depuis 50 ans. Le travail de l'Office Franco-allemand pour la Jeunesse

était et est toujours particulièrement remarquable. La plupart de nos concitoyens ont leurs premier contact avec le pays voisin grâce à un échange de jeunes, avec leur classe, ou avec une association sportive, ou encore dans le cadre d'un jumelage. Mais là aussi, il faut rester vigilant, puisqu'une amitié s'entretient. Aujourd'hui, 70% des jeunes Allemands déclarent que l'amitié franco-allemand relève d'un mythe. Aujourd'hui, il y a plus de jeunes Français qui font leurs études ou qui cherchent et trouvent leur premier emploi en Angleterre, à Londres notamment. L'apprentissage de la langue du voisin est en baisse constante, malgré tous les efforts entrepris aux différents niveaux. Ne le nions pas: après l'heureuse normalisation des relations, l'urgence apparaît moins grande d'approfondir notre entente. La routine et l'indifférence gagnent du terrain.

Or, jamais autant qu'aujourd'hui, la connaissance profonde de l'autre n'a été plus importante, puisque nous affirmons vouloir organiser un espace politique commun. Qui dit espace politique, dit débat public, et qui dit débat, en arrive au mode d'information, à la langue. Celle-ci est depuis toujours la clé pour la compréhension du système politique et social de l'autre, sans même parler de la culture. Sans connaissance de la langue, nous continuons d'accumuler les malentendus, comme c'est arrivé encore récemment dans le débat sur l'euro, où des interprétations sémantiques nous ont opposé, au risque de nourrir ensuite des procès d'intention. "Föderalismus" et Fédéralisme", "Industriepolitik" et "politique industrielle", "Wirtschaftsregierung" et "gouvernement économique". Les mots employés divisent artificiellement, faute d'une méthode commune de travail. Dans nos débats de plus en plus transnationaux, il faut en tenir compte.

André Glucksmann l'a formulé de la manière suivante dans son nouveau livre intitulé "*Le Bien et le Mal*": "*Jamais la France et l'Allemagne ne furent économiquement so proches, jamais elles ne furent si culturellement lointaines. Leur vie matérielle tourne à la symbiose. Chacune est la cliente de l'autre. Elle s'expédient produits et touristes, elles permutent projets et*

prévisions. Mais spirituellement, elles ne s'entendent pas. Elle se parlent de moins en moins, sinon dans une mangue tierce réduite au sabir."

A cet égard, l'Institut Franco-Allemand de Ludwigsburg, comme ses instituts partenaires en France, accomplit un travail formidable non seulement d'observation, mais aussi de médiation. Ses publication périodiques, de très haute qualité, informent régulièrement les acteurs politiques et économiques en Allemagne des développements actuels en France. Mais l'espace politique transnational, dont j'ai parlé, a besoin de la société civile, puisque nous devons mettre d'accord nos peuples sur deux questions clé: quel avenir européen voulons nous ensemble? Et quel modèle social voulons-nous pour nos sociétés? Ces deux questions sont non seulement intimement liées. Elles appellent aussi essentiellement des réponses franco-allemandes communes, élaborées et approuvées par nos citoyens. Car l'Europe ne peut plus poursuivre son intégration dans l'indifférence des citoyens et dans les malentendus entre politiques.

La mise un place d'un forum transnational de débat: telle est l'obligation pour les acteurs du franco-allemand à l'aube du 21è siècle, et j'espère que l'Institut de Ludwigsburg oeuvrera en ce sens. Il faut retrouver la fascination de l'un pour l'autre, ce qui, comme tout le monde sait, n'est pas facile, quand le couple vieillit.

II. L'amitié franco-allemande au service de l'Europe

L'année prochaine, nous fêterons le 10è anniversaire du chute du mur de Berlin, et cet événement a, plus que l'on ne croyait au début, bouleversé les relations franco-allemandes, puisque la spécificité de nos relations fut marquée par la situation particulière de l'Allemagne

après la guerre. Nous n'avons toujours pas dessiné le nouveau cadre pour ce partenariat exceptionnel, dont on dit qu'il se "normalise", sans que l'on sache vers quelle finalités communes cette normalisation est engagée. Parallèlement, le Traité de Maastricht fut le dernier d'une longue série d'initiatives politiques franco-allemandes en faveur d'une Europe plus intégrée. Après l'Euroslérose du début des années 80, nous avons créé ensemble une nouvelle dynamique qui partait du Sommet européen à Fontainbleau, qui fut ambitieuse au moment de l'Acte unique et de la création du Marché unique en 1986 et qui était à son apogée en 1992, avec la réalisation du Marché intérieur et le lancement de la monnaie unique. Depuis, la France et l'Allemagne se cherchent. L'unification allemande et celle de l'Europe ne sont pas encore devenues les deux revers d'une même médaille. La notion d'une Europe politique est noyée dans un flou artistique. La refonte du système institutionnel européen, pourtant nécessaire pour accueillir nos amis de l'Europe du Centre et de l'Est, se fait attendre. Une vision commune franco-allemande, pour une Europe ambitieuse et solidaire, n'est pas formulée. Sommes-nous trop fatigués par l'effort accompli? Ou avons-nous trop épuisé nos peuples par la marche vers la monnaie unique, qui, à certains moments, a jeté une ombre notamment sur les relations franco-allemandes?

L'histoire ne nous laisse pas le temps pour un grand soupir du type "Laissez-nous le temps de respirer!" Le déficit de coopération économique et politique, sur les cinq dernières années, s'est traduit par un déficit de croissance et un alourdissement du chômage. L'Europe ne va pas très bien, puisque ses peuples vont mal. La peur du chômage est indiscutablement un frein non seulement à la solidarité, mais aussi à l'ouverture et la tolérance. Depuis cinq ans, derrière la façade flamboyante de la création de l'euro, l'Union Européenne s'enfonce dans l'immobilisme et risque une crise grave lors de l'examen de l'agenda 2000, faute d'une suffisante attention de la part du couple franco-allemand. Les progrès réalisés depuis 1984 ont été dus - on ne le soulignera jamais assez - au fait que des dirigeants européens - et notamment français et

allemands ont su transcender les difficultés inhérentes à tout projet ambitieux par une vision commune et une volonté sans faille. Retrouverons-nous un tel climat? Cela dépend de nous-mêmes.

III. Pour un saut qualitatif des relations franco-allemandes

On entend de plus en plus souvent, que les modèles économiques et sociaux de la France et de l'Allemagne sont trop différents pour évoluer vers une harmonisation des politiques économiques et pour trouver, en commun plutôt que chacun de son côté, des réponses similaires à nos grands problèmes de société qui sont fondamentalement les mêmes. Je remercie le Président Herzog d'avoir déjà souligné, à quel point nous sommes remplis de préjugés quand il s'agit de juger le modèle économique ou le système d'éducation de l'autre. Qui ne connaît, par exemple, ces fameuses comparaisons de la "France colbertiste" par rapport à une Allemagne "libérale", les plaintes sur le "trop d'élites" en France et le "pas d'assez d'élites" en Allemagne. Ou encore la confrontation de l'état central avec l'état fédéral, de l'esprit républicain opposé à l'esprit parlementaire. Bref, je n'ai pas besoin d'insister sur le fait que *cette* France et *cette* Allemagne n'existent plus que dans des caricatures.

Permettez-moi plutôt d'esquisser ce qui existe aujourd'hui et ce qui constitue la tâche commune pour demain: deux états, qui l'un comme l'autre, sont gravement touchés par un chômage élevé; deux états qui ont besoin de réformes structurelles quant à leurs systèmes d'éducation, de santé ou de retraite; deux états qui ont, l'un comme l'autre, un problème démographique et qui se voient confrontés à d'énormes mutations technologiques, mettant en cause l'employabilité et aggravant la précarité du travail dit "non-qualifié". La convergence économique que nous avons réalisée ces dernières années, a aussi fait que, jamais comme

avant, nos problèmes structurels soient relativement similaires. Depuis les tentations de la "politique dans un seul pays", nous savons que nos économies sont désormais trop interdépendantes pour chercher les solutions au seul niveau national. Qui veut la prospérité dans son pays, doit en créer aussi les conditions au niveau européen. C'est ce que de nombreux pays européens ont oublié en 1993, quand ils ont enterré le Livre Blanc sur "Compétivité, Croissance et Emploi", après en avoir accepté la diagnostic et les grandes orientations. Aujourd'hui, l'Union Economique et Monétaire est un nouvel élan qui peut favoriser des solutions européennes sur la base des trois principes que je me suis efforcé de mettre en oeuvre depuis 1985; concilier la compétition qui stimule, la coopération qui renforce et la solidarité qui unit.

Pour cela, il faut viser une adaptation par le haut de nos systèmes économiques et sociaux, comme cela s'est d'ailleurs produit entre 1985 et 1998 grâce aux politiques liées à la cohésion économique et sociale, dans un jeu à somme positive. En effet, les pays bénéficiaires des fonds structurels ont comblé une partie de leur retard par rapport aux pays les plus riches. Alors que ces derniers qui finançaient ces politiques, ont pu accroître leur exportations et leurs investissements dans les pays en retard.
Cette philosophie doit demeurer la base de notre action au niveau européen et l'inspiration des réformes internes que nous devons absolument réaliser.

Il est donc nécessaire que la France et l'Allemagne engagent une réflexion commune sur la philosophie de l'état, plus précisément, l'état-providence. Cette réflexion doit toucher à tous les aspects de nos sociétés. Nous avons laissé se développer, grâce aux conquêtes sociales obtenues depuis un siècle, une culture de la dépendance, qui, en quelque sorte, affaiblit ou réduit la volonté et la capacité de certains individus à rechercher une solution à leurs problèmes. La France comme l'Allemagne souffrent toutes les deux du reproche d'une certaine

rigidité dans leurs structures productives comme dans leurs systèmes sociaux. Nous éprouvons des difficultés pour mettre en oeuvre les réformes nécessaires, faute d'une analyse approfondie de la sociologie de nos sociétés. Il faut oeuvrer ensemble, afin d'empêcher que la France et l'Allemagne ne deviennent les vieilles demoiselles rentières de l'Europe, et, pire encore, freinent l'élan de la construction européenne. Il y d'autres pays en Europe, comme les Pays-Bas ou le Danemark par exemple, qui ont entrepris, par une stratégie de concertation sociale, une adaptation réussie de leurs structures économiques et sociales.

Nous avons à affronter plusieurs défis:

- le progrès technique qui bouleverse l'organisation de la production, et dans une certaine mesure, de la société, et surtout qui dévalorise le travail dit non-qualifié. D'où le chômage de longue durée qui, faute d'être combattu victorieusement, entraîne vers l'exclusion sociale et la société à deux vitesses;
- le recul démographique qui nous fait un devoir de ne pas faire peser, par notre égoïsme et notre imprévoyance, des charges insurmontables sur les générations à venir;
- la nécessité de pouvoir recourir à l'éducation tout au long de sa vie, pour des raisons de développement personnel, mais aussi pour des raisons professionnelles, afin de faire face aux aléas de la vie de travail;
- l'obligation de penser un nouveau modèle de développement plus soucieux de l'environnement, plus respectueux des nouveaux rythmes de la vie, avec plus de temps consacré à l'éducation et à la vie privée, moins de temps consacré au travail contraint.

Je rêve d'une chance historique qui mettrait ensemble les meilleurs esprits de nos deux pays pour proposer les options correspondant au nouveau siècle.

Imaginons quelques applications concrètes.

L'Allemagne et la France auraient beaucoup à gagner en fusionnant les points forts de leurs système d'éducation et de formation et en poussant plus loin leur coopération intellectuelle. Nous possédons un patrimoine culturel commun qui, au long des siècles, s'est réciproquement enrichi par les apports de l'autre. C'est ce patrimoine culturel qui doit aider aujourd'hui à faire émerger une conception commune d'une société post-moderne, résolument identitaire et européenne. Les différences qui existent et qui sont nécessaires et utiles pour mieux comprendre l'autre, ne peuvent effacer l'existence d'un modèle social européen, qu'il faut, certes, adapter, mais surtout ne pas abandonner. La sauvegarde du modèle européen est une tâche commune, et la France et l'Allemagne ont, à cet égard, de grandes responsabilités. C'est en rassurant le citoyen sur les grands choix de société, l'ouvrier peu-qualifié comme le cadre mobile, que chacun pourrait retrouver ses racines, conforter son sentiment d'appartenance à ses collectivités naturelles (la nation, la région ou le Land), sa confiance dans cette construction d'ensemble, qu'est l'Europe politique. Et ce n'est qu'ainsi que l'Europe pourra retrouver la force d'attaquer les grands défis de l'avenir, en particulier l'élargissement.

Parler uniquement de défi à propos de l'élargissement, c'est oublier l'essentiel: ces événements chargés d'émotion qui ont brisé le mur qui nous séparait de nos frères de l'Europe du centre et de l'est. Ces derniers espèrent beaucoup en nous. Ne les décevons pas, par manque d'imagination, de courage et d'esprit de solidarité. L'Allemagne et la France doivent dialoguer impérativement sur cette importante, sur cette vitale question qui est la réunification de la grande Europe, dans le respect de nos diversités. Allons, dans ce domaine, aussi vite que l'exige l'histoire, mais avec un réalisme qui en assure le succès.

La question de l'élargissement en appelle une autre. Celle de l'adaptation du cadre politique et institutionnel. Les Français disent "tout de suite", les Allemands répondent "après". En fait,

après quoi? Là aussi, la réflexion en commun doit commencer, sans doute d'une manière discrète, mais sans écarter aucun des obstacles qui se dressent sur la voie d'une solution satisfaisante. Faute d'initiatives officielles dans ces deux domaines, qu'au moins les fondations et groupements à vocation européenne de nos deux pays se mettent au travail.

En d'autres termes, tout porte à recommander la création d'un carrefour franco-allemand, qui serait une plate-forme d'analyse en commun de tous les grand projets de société. En dehors des cercles administratifs, nous avons besoin d'une cellule de réflexion et de prospective, proche des citoyens et des forces vives, ouverte et transparente, qui servira de lien et d'animateur entre les différentes institutions politiques, administratives et économiques de nos deux pays.

Pour toutes ces raisons, l'Institut de Ludwigsburg peut et doit nous aider à trouver les nouvelles voies d'une amitié fructueuse. L'observation et la médiation doivent devenir de plus en plus dialogue et action en commun. Vous avez un demi-siècle de travail derrière vous, mais les tâches de l'avenir ne seront pas assurées sur la seule base de l'acquis. Le saut qualitatif, que j'espère, a aussi besoin d'une redéfintion de nos rapports, qui tienne compte de la grande mutation en cours. J'en ai esquissé quelques aspects, il y en a d'autres. L'important, je le répète, c'est la valeur en soi de la relation franco-allemande qui doit nous conduire à un niveau supérieur de compréhension et de coopération.

***